



REDONNER LA PLACE QUI EST LA SIENNE À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE : ENFIN?

Avant sa déclaration de politique générale, le Premier ministre a reçu les organisations syndicales. C'était le tour de FO la veille de ce discours très attendu, qui doit donner la feuille de route d'un gouvernement particulièrement fragile en l'absence de majorité à l'Assemblée nationale.

Nous avons redéposé lors de cette réunion notre cahier de revendications, notamment sur l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, l'agrément de la convention d'Assurance chômage de novembre 2023 et des moyens pour le bon fonctionnement des services publics. Nous avons une nouvelle fois demandé de revenir sur le plafonnement des trois mandats successifs qui peuvent être exercés dans les CSE par les représentants élus des salariés.

La discussion a été largement consacrée au budget 2025 dans un contexte de dégradation des finances publiques. L'effort budgétaire demandé par le gouvernement ressemble fort à une nouvelle cure d'austérité. Nous avons redit au Premier ministre que ce n'est pas aux travailleurs de payer la facture de la politique de l'offre menée depuis des années.

Nous avons également rappelé l'attente forte des agents publics concernant les engagements pris sur le versement des primes et le paiement des heures supplémentaires à l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques. Nous avons

une nouvelle fois redit notre exigence de faire de la réindustrialisation une priorité dans un contexte où les restructurations repartent de plus belle, et avec elles les fermetures de sites et les menaces de suppressions d'emplois dans l'industrie.

Le Premier ministre s'est engagé à redonner la place qui est la sienne au paritarisme et à la négociation collective, évoquant devant l'Assemblée nationale un renouveau du dialogue social. Nous y sommes prêts! Nous veillerons à ce que cet engagement ne soit pas que de la communication. Les sujets sont nombreux et le paritarisme a été particulièrement malmené ces dernières années, l'État reprenant la main sur de trop nombreux domaines

FO a démontré qu'elle était prête à se mettre en ordre de marche

(santé, retraite, Assurance chômage, formation professionnelle, logement...) qui relèvent de la compétence des interlocuteurs sociaux. Nous devons revoir rapidement la ministre du Travail. À défaut d'un changement de cap, il semble y avoir un changement de méthode!

Lors de notre CCN réuni la semaine dernière à Carcassonne, FO a démontré qu'elle était prête à se mettre en ordre de marche pour faire aboutir ses revendications. C'est pourquoi le CCN a décidé d'engager une campagne de mobilisation (assemblées de syndiqués, réunions publiques et meetings locaux, distributions de tracts, collages, etc.) avec l'organisation d'un meeting à caractère national à Paris dans les prochaines semaines.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr